



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Affirmer-sa-difference-oui-mais>

9ième congrès de Québec solidaire

Affirmer sa différence, oui mais !

- Société -



Date de mise en ligne : mardi 7 mai 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

En s'arrêtant aux grands titres des médias, c'est sans doute ce qu'on gardera de ce 9 ième congrès de QS : Québec solidaire se donne un nouveau porte-parole, clairement marqué à gauche : Andrès Fontecilla. Il affirme aussi clairement sa spécificité de parti antinéolibéral, se refusant au passage à toute alliance avec le PQ et Option nationale. En cette période de « néolibéralisation » accélérée du Parti québécois (déficit zéro, coupures à l'aide sociale, arrivée de Péladeau à Hydro, etc.), tous ceux et celles qui ont le coeur à gauche y verront plutôt une bonne nouvelle. Mais est-ce aussi simple qu'il n'y paraît ? Tentative d'y voir clair !

Ceux et celles qui ont eu la chance de participer à ce congrès, l'auront peut-être ressenti à un moment ou à un autre de ces 3 jours de délibération : impossible de ne pas avoir été partagé par des sentiments contradictoires.

D'un côté en effet, on ne pouvait que noter l'existence d'une organisation bien huilée, d'une indéniable expérience accumulée et avec elle d'un « esprit Québec solidaire » bien vivant donnant l'impression d'une force grandissante. À preuve les décisions prises concernant la prochaine campagne politique de QS « Vers un plan vert » ; ou encore la large place qu'on a voulu accorder au 4ième enjeu du programme de Québec solidaire concernant ses engagements féministes. À preuve aussi la volonté commune de bien faire voir nos différences avec le PQ ainsi qu'avec les derniers positionnements d'Option nationale, le tout débouchant sur une claire stigmatisation des impasses véhiculées par ces deux partis aux vellétés souverainistes. À preuve enfin l'élection d'Andrés Fontecilla qui n'a pas hésité à affirmer lors de sa présentation à ce poste qu'il fallait aussi penser à « dépasser le capitalisme ».

Le poids de la procédure

Mais d'un autre côté, personne n'aura pu passer à côté de ces longues heures occupées à des questions somme toute secondaires et peu politiques (faut-il ajouter ou non la nuance « idéalement » à telle et telle proposition ?), ou alors à des questions procédurales si formelles qu'elles interdisaient par leur complexité même de mener de véritables débats de fond.

Beaucoup auront ainsi remarqué que certaines questions ont été traitées trop vite ou de manière inadéquate. Ainsi la question des finances du parti (chamboulées par les nouvelles législations anti-corruption), mais sur laquelle on ne s'est arrêté que de manière technique (comment mieux répartir l'argent entre les comtés et la direction nationale), sans vraiment prendre le temps de réfléchir à la centralisation par le haut qui nous est ainsi de facto imposée et à toutes ses conséquences potentiellement néfastes.

Ainsi en fut-il aussi de la question de la constituante -dont on sait qu'elle a été remise à plus tard sans qu'on ait eu l'air de penser que c'était une question pourtant stratégiquement décisive dans la conjoncture actuelle, le surgissement d'Option nationale nous obligeant à trouver les moyens de préciser et d'affiner notre pensée en la matière.

La question des ententes électorales

Ainsi en a-t-il été aussi de la plateforme électorale, qui très axée sur des propositions quantitatives (gagner plus de votes) tendait à mettre sous le boisseau les valeurs qu'il nous faudrait défendre ainsi que la perspective si décisive de la rue, et sans qu'il soit possible de vraiment en modifier la tonalité de départ.

Ainsi en a-t-il été enfin de la question des alliances ou mieux dit -parce que ce n'est pas du tout la même choseâ€” de possibles ententes électorales. Certes, il y a bien eu un débat à ce propos le dimanche matin, mais à la fois si court et si grugé par des questions de procédure et par le peu de clarté des propositions initiales qu'à la fin, au fil des multiples amendements, on avait de la peine à distinguer ce qui différenciait réellement les 2 propositions se faisant face. Et là encore sans qu'on ait disposé des argumentaires nécessaires pour prendre en compte tous les enjeux sous-jacents.

Quelle conjoncture politique vivons-nous ?

Car on ne le dira jamais assez : comment peut-on se faire une idée juste quant à la possibilité ou non d'ententes électorales avec telle formation politique (PQ) plutôt que telle autre (Option nationale) si on ne s'est pas entendu au préalable sur ce qu'il en est de la conjoncture sociale et politique dans laquelle on se trouve, sur ses possibles et contraintes ainsi que sur les rapports de force politique qui en découlent ? Comment peut-on se faire une tête ensemble sur cette question, si on ne s'est pas aussi interrogé sur les conditions à partir desquelles ces ententes pourraient ou non se faire, sur leurs effets positifs, négatifs, etc. Or toutes ces questions pourtant nécessaires sont restées implicites, n'ont pas été vraiment approfondies, faute de temps et de méthode. Même si la région de Québec a voulu -maladroitement il faut le direâ€” changer l'ordre du jour à ce propos, on en est resté à l'amalgame touffu des propositions amendées et ré-amendées de l'énorme cahier de résolutions qui ne nous aidait aucunement à mettre les choses en perspective.

Or il ne faut pas l'oublier : la question des ententes n'est jamais en soi une question de principe, mais une question d'ordre tactique qui dépend autant de l'analyse qu'on se fait de telle ou telle formation politique avec laquelle on prétend discuter que du type de conjoncture dans laquelle on se trouve. Et la seule question qui doit nous guider est celle-ci : en quoi cela aide-t-il à avancer, à renforcer notre camp, à accroître notre audience auprès de la population ; en quoi cela pourrait-il affaiblir nos adversaires, les déstabiliser ou les diviser, et par conséquent renforcer notre propre position ?

Sans doute, l'accentuation du virage néolibéral du Parti québécois, comme le re-centrement du discours d'Option nationale peut bien stimuler -en confortant les vuesâ€” la critique des militants de Québec solidaire, mais cela ne résout en rien la question de savoir comment on doit manoeuvrer -en termes politiques- dans la conjoncture si délicate et changeante que nous connaissons aujourd'hui.

Glissement à droite et difficile recomposition

En effet si le PQ, depuis qu'il est au gouvernement, tombe comme jamais sous le coup des critiques de Québec solidaire et si Option nationale est en train, mine de rien, de retomber dans les vieux travers du PQ, on n'en est pas moins confronté à un net glissement de toute la société vers la droite. Ne l'oublions pas : même après le printemps Érable, l'ADQ et le PLQ coalisent ensemble près de 60% de l'électorat. Sans parler du fait qu'on fait face en même temps à une très difficile recomposition des forces de gauche, forces qui sont en pleine transformation et ont toutes les peines du monde à attirer la mouvance nationaliste et progressiste loin des griffes du PQ "néolibéralisé" de Pauline Marois ainsi qu'à s'unifier politiquement autour d'une même lutte contre le néolibéralisme triomphant, particulièrement au Québec où la question nationale est centrale et donne une tonalité toute particulière à ce combat.

D'où l'importance pour Québec solidaire d'être à la fois très clair et très affirmatif dans son projet de société alternatif et en même temps très souple et ouvert envers tous ceux et celles qui n'ont pas encore fait le pas et hésitent encore, par exemple à quitter le PQ ou à ne pas abandonner ON. Et cela en pensant à des stratégies qui non seulement pourraient les attirer à QS, mais encore qui, parce qu'ouvertes et positives, exacerberaient les propres contradictions et tensions que les partis auxquels ils restent attachés, expérimentent chaque fois plus. Attitude pro-active et non sectaire visant à égrener et défaire les formidables obstacles qu'ils représentent pour la croissance de QS.

Affirmer sa différence, oui mais !

C'est à cette seule condition que Québec solidaire pourra faire "le bond de tigre" dont il aurait tant besoin lors de la prochaine période électorale. Et ce n'est pas sûr qu'en se fermant à toute réflexion de fond sur la conjoncture et ainsi qu'à toute possibilité de politiques d'entente avec qui que ce soit, que QS pourra y parvenir. N'est-ce pas ce que ce 9 ième congrès est aussi en train de nous rappeler ?